

SOMMET DE HANOÏ : UNE RELATION AMÉRICANO-NORD-CORÉENNE AU BEAU FIXE

Marianne PÉRON-DOISE

Chercheuse Asie du Nord à l'IRSEM

RÉSUMÉ

Dans son discours sur l'état de l'Union, le 6 février dernier, le président américain, Donald Trump, a confirmé la tenue d'un nouveau sommet avec le dirigeant nord-coréen, Kim Jong-un. Annoncé pour les 27 et 28 février 2019, celui-ci se tiendra au Vietnam, symbole de la réconciliation de deux ennemis d'hier mais aussi d'un pays qui a su se transformer et qui affiche aujourd'hui une forte croissance. De nombreuses questions se posent sur le contenu probable de ce deuxième sommet à l'aune des préparatifs observables chez les deux protagonistes. À cet effet, la position nord-coréenne apparaît soigneusement élaborée, notamment si l'on se réfère au renforcement des relations intercoréennes tout au long de l'année 2018, au discours du nouvel an 2019 et aux quatre visites en Chine de Kim Jong-un. *A contrario*, la partie américaine affiche de sérieuses divergences entre un président dont le bien-fondé de la politique nord-coréenne est mis en doute par le Congrès et les services de renseignement américains qui considèrent la Corée du Nord comme une grave menace. Mais les déclarations hyperboliques de Donald Trump ne tarissant pas d'éloges sur sa relation privilégiée avec Kim Jong-un ont donné le ton de la future rencontre. Le sommet de Hanoï ne peut que mettre en scène les progrès enregistrés au sein d'une relation américano-nord-coréenne au beau fixe.

SOMMAIRE

Un sommet qui renforce les agendas politiques des deux protagonistes	2
Non-dits, zones d'ombre et interrogations	3
Les « options » nord-coréennes	5
Une approche américaine dominée par l'euphorie présidentielle	6
Conclusion	7

UN SOMMET QUI RENFORCE LES AGENDAS POLITIQUES DES DEUX PROTAGONISTES

Donald Trump et Kim Jong-un ont l'un comme l'autre besoin de ce deuxième sommet même si celui-ci est déjà critiqué comme peu susceptible de déboucher sur des avancées substantielles¹. En effet, ni la partie américaine ni la partie nord-coréenne ne s'entendent sur le contenu et la définition tant du concept de dénucléarisation que de celui de traité de paix. Washington comprend la dénucléarisation comme l'élimination définitive de toutes armes ou composantes nucléaires avec le démantèlement des sites s'y rapportant. Ceci implique également les systèmes balistiques pouvant emporter ces armes. De son côté, Pyongyang a une conception extensive de la dénucléarisation vue comme un processus régional. De la même façon, la République populaire démocratique de Corée (RPDC) comprend la signature d'un traité de paix et la mise en place d'un régime de paix comme impliquant la fin de la présence militaire américaine. Mais les deux dirigeants sont soumis à des enjeux de politique intérieure et ont besoin de renforcer leur stature d'hommes d'État en s'appuyant l'un sur l'autre.

Alors que les performances nationales du président américain ont pu conforter les attentes de son électorat, sa politique étrangère apparaît largement sujette à débat. Le retrait annoncé de Syrie, dont le premier effet a été la démission du général Mattis, et les relations ambiguës avec Vladimir Poutine ont brouillé la lisibilité de sa ligne diplomatique. Pour autant, les prochaines élections américaines étant à horizon d'un an, Donald Trump est déjà en campagne². Ayant notamment besoin de marquer fortement les esprits, il estime que le dossier nord-coréen peut lui en fournir l'occasion³ même si le Congrès paraît prêt à fixer des limites à ses initiatives potentielles. La Corée du Nord peut également constituer un levier dans la guerre commerciale que livre Donald Trump à la Chine. Nul doute que le sommet de Hanoï sera présenté comme un progrès décisif et l'illustration de ses grandes capacités de négociateur. Or le communiqué conjoint signé à Singapour n'était qu'une déclaration d'intention. C'est dire que tout reste à faire face à un pays qui résiste depuis des années à la pression internationale⁴ et qui se considère comme une puissance nucléaire de fait.

Donald Trump n'est pas le seul en quête d'un succès qui puisse mettre en avant ses qualités d'homme d'État car le jeune dirigeant nord-coréen semblerait être dans la même situation. Certes, le système politique nord-coréen est plus contrôlable que l'appareil politique américain mais Kim Jong-un se doit de faire la preuve de son habileté à gérer la question des relations avec les États-Unis tout en protégeant les intérêts du pays. Beaucoup d'analystes sont tentés de croire que l'assise du jeune dirigeant n'est pas aussi solide qu'escompté⁵. Le régime a en effet des difficultés à mettre en place une réforme économique qui réponde aux aspirations de la classe des « entrepreneurs », seule susceptible d'offrir un contrepoids à la traditionnelle emprise des militaires et des services de sécurité sur le pouvoir⁶. Un deuxième sommet avec le président américain comprenant l'objectif d'un desserrement des sanctions est désormais la priorité de Pyongyang.

Enfin, le choix du Vietnam comme lieu de la deuxième rencontre américano-nord-coréenne peut sembler à bien des égards symboliques. Ennemis d'hier, en guerre de 1963 à 1975, les États-Unis et le Vietnam⁷ se sont réconciliés et, après la restauration de leurs liens diplomatiques, ont noué des relations économiques et politiques fructueuses. En mars 2018, le porte-avion USS *Carl Vinson* a fait une escale remarquée à Danang, ancienne base militaire américaine durant la guerre du Vietnam. En outre, le Vietnam réunifié est souvent cité comme un modèle de développement réaliste pour la Corée du Nord. Pays communiste, le Vietnam a pu en effet conduire les réformes économiques nécessaires – ou *Doi Moi* « changer pour faire du neuf » –, s'ouvrir sur le monde tout en conservant un fort contrôle idéologique

1. Duyeon Kim, « [North Korea needs a real deal, not a trumpian special](#) », *Foreign Policy*, 15 février 2019.

2. Maud Quessard, « [Les enjeux de l'élection de mi-mandat 2018 aux États-Unis](#) », Note de recherche 65, IRSEM, 5 novembre 2018.

3. John Feffer, « [The next US-North Korea Summit](#) », *Hankyorek*, 20 janvier 2019.

4. Les premières sanctions onusiennes remontent à juillet 2006. De plus en plus ciblées, elles se sont accélérées tout au long de 2017 en tentant d'assécher toutes les sources de devises potentielles du régime afin de freiner le développement de son programme d'armes de destruction massive. Les sanctions 2371, 2375 et 2397 prises entre août et décembre 2017 limitent drastiquement les exportations nord-coréennes de charbon, minerai de fer, fruits de mer et textile. Les importations de pétrole sont contingentées à 2 millions de barils par an. Les travailleurs nord-coréens envoyés à l'étranger font l'objet de mesures de rapatriement. Enfin, les contrôles maritimes sur les unités nord-coréennes sont renforcés.

5. Antoine Bondaz, « Entretien avec le professeur Kim Ki-jung », Note de la FRS, janvier 2019 ; Hyonhee Shim, « [North Korea's Kim shuffles nuclear talks team after defections spying allegations](#) », Reuters, 20 février 2019.

6. Andy Heitz, « [In the nuclear standoff, ordinary North Koreans disappear](#) », *Foreign Policy in Focus*, 8 janvier 2018.

7. On retiendra que 300 000 soldats sud-coréens ont combattu aux côtés des forces américaines durant la guerre du Vietnam tandis que la Corée du Nord a envoyé des soldats – notamment des pilotes – soutenir le Vietnam du Nord.

sur la population. Poussant plus loin la comparaison, on notera que si, à l'instar de la Corée du Nord, le Vietnam a su se réconcilier avec les États-Unis, ses relations avec la Chine restent marquées d'une certaine suspicion⁸.

NON-DITS, ZONES D'OMBRE ET INTERROGATIONS

Si depuis un an, le secrétaire d'État Pompeo a pu se rendre plusieurs fois à Pyongyang, peu d'éléments ont filtré de ces rencontres. Cette relative discrétion n'a pu qu'accréditer l'impression que rien n'avancait sur le dossier complexe de la dénucléarisation et que Pyongyang n'était pas enclin à répondre aux demandes américaines de clarification sur l'état du programme nucléaire nord-coréen. Historiquement, les discussions américano-nord-coréennes ont toujours été entourées d'un certain secret. Mais le fait que seul le petit cercle de proches de Donald Trump, son secrétaire d'État Mike Pompeo et son conseiller à la sécurité nationale John Bolton, ait présidé aux discussions a renforcé l'aspect mystérieux de ces rencontres. Ce n'est que fin août 2018 qu'un envoyé spécial pour la Corée du Nord, Stephen Biegun, est désigné. Dernièrement vice-président pour les affaires internationales chez le constructeur automobile Ford, s'il a tenu par le passé des responsabilités au sein du conseil national pour la sécurité, ce n'est pas un diplomate de carrière. Les diplomates du département d'État, déjà tenus à l'écart des décisions de politique étrangère de Donald Trump, ne pouvaient qu'être éloignés d'un dossier que le président considère prioritaire et où il ne veut pas risquer d'être court-circuité par des éléments hostiles à sa politique nord-coréenne.

L'éternel retour de la « question » balistique

Le régime nord-coréen a considérablement renforcé ses capacités balistiques depuis l'arrivée de Kim Jong-un au pouvoir en 2012. Si le pays se positionne désormais comme une puissance nucléaire, les tirs de missiles balistiques à portée intermédiaire puis intercontinentale tout au long de l'année 2017 ont théoriquement mis le territoire américain et peut-être européen à portée du Hwasong-15⁹. Pour Washington dont la sécurité est directement visée, cette menace pourrait être contenue avec l'arrêt du développement des missiles balistiques à longue portée. On se souvient qu'en 2000, Washington et Pyongyang avaient envisagé la signature d'un tel accord sur les missiles. Toutefois, le programme nucléaire de Pyongyang n'était pas aussi développé à l'époque. Aujourd'hui, dissocier la menace balistique du dossier nucléaire aboutirait à un découplage des intérêts de sécurité américains de ceux de leurs alliés sud-coréen et japonais qui pourraient se retrouver exposés à la menace nucléaire nord-coréenne. Ceci correspond à la perception d'un président qui n'a pas jusqu'à présent montré qu'il prenait les préoccupations de ses alliés au sérieux et a même été parfois jusqu'à considérer que ceux-ci se comportaient comme des *free riders* vis-à-vis de Washington. Aussi la perspective d'un tel accord n'est pas à écarter, d'autant que la menace balistique nord-coréenne est plus que jamais crédible. En juillet 2018, soit deux mois après le sommet de Singapour, un article du *Washington Post* relançait les spéculations sur la duplicité du régime nord-coréen en faisant état de rapports d'agences de renseignement américaines¹⁰, dont la CIA, accusant Pyongyang de construire de nouveaux missiles intercontinentaux. Des images satellites émanant de l'agence nationale de renseignement géo-spatial américaine permettaient de conclure qu'une activité nord-coréenne se poursuivait sur au moins un missile intercontinental. Ce dernier, le missile Hwasong-15 d'une portée estimée de 13 000 km, aurait la capacité d'atteindre la côte est des États-Unis. Mike Pompeo lui-même, lors d'une audition devant le Congrès, a admis que la Corée du Nord continuait de produire des matériaux nucléaires¹¹.

8. Bradley O. Babson, « [How Vietnam's transition experience may be helpful for North Korea today](#) », *38th North*, 7 février 2019.

9. Joseph Henrotin, « Temps de crise pour la dissuasion ? La question nucléaire nord-coréenne à l'aune de la stratégie nucléaire », *Monde chinois*, n° 53, « Pé-ninsule coréenne : crise, dissuasion, négociations », sous la direction de Marianne Péron-Doise, printemps 2018.

10. David Jackson, « [Naïve: President Trump disputes his own intelligence chiefs on Iran, North Korea](#) », *USA Today*, 30 janvier 2019 ; [Military and security developments involving the Democratic People's Republic of Korea](#), report to Congress 2017, 13 février 2018.

11. Ellen Nakashima et Joby Warrick, « [US spy agencies: North Korea is working on new missiles](#) », *The Washington Post*, 30 juillet 2018. ; « [Warning signs from North Korea make negotiations even more urgent](#) », *The Washington Post editorial*, 1^{er} août 2018.

Allègement des sanctions ou régime d'exemption ?

Les attentes de la partie nord-coréenne tournent autour d'un assouplissement des sanctions internationales. Ces dernières, si elles n'ont pas précipité la crise économique et politique souhaitée en affaiblissant le leadership nord-coréen de façon à l'obliger à négocier en position de faiblesse, l'empêchent cependant de développer l'économie du pays. Pyongyang a besoin d'un desserrement des sanctions et à tout le moins de la mise en place d'un régime d'exemption qui permettrait par exemple à des compagnies sud-coréennes de reprendre certaines relations économiques fructueuses comme la réouverture du complexe industriel de Kaesong, au point mort depuis 2016. Cette possible modification du régime de sanctions fait débat à Washington. L'administration américaine n'est pas disposée à renoncer au seul levier qu'elle possède sur la Corée du Nord sauf à recevoir en échange de substantielles concessions. Pour autant, les sanctions, qu'elles soient multilatérales ou bilatérales, n'ont eu qu'un impact limité en raison notamment des techniques de contournement mises en place par le régime.

Par ailleurs, l'attitude équivoque de la Chine persiste sur ce sujet. La reprise des rotations de camions de transport de marchandises entre la ville chinoise de Dandong et la frontière nord-coréenne courant 2018¹² montre que Pékin, hostile à un scénario d'effondrement du régime nord-coréen, n'adhère plus que partiellement à la logique des sanctions¹³. Depuis le sommet de Singapour, Pékin tout comme la Russie n'a de cesse de réclamer un allègement de celles-ci au Conseil de sécurité des Nations unies¹⁴ afin de répondre de façon positive au gel des tirs nucléaires et balistiques observé par la Corée du Nord. Les deux pays invoquent ainsi une nécessaire réciprocité dans le traitement diplomatique de la Corée du Nord ainsi qu'une approche graduelle.

Le sort des forces américaines stationnées en Corée du Sud

Depuis quelques mois, des rumeurs font état d'un possible retrait, partiel ou complet, des 28 500 soldats américains stationnés sur le sol sud-coréen au titre du traité de sécurité mutuel signé en 1953 entre Washington et Séoul. Ces assomptions se fondent sur le fait que le président Trump n'a jamais caché son désir de réduire les engagements américains en dehors du territoire national et qu'il a déjà à maintes reprises exhorté ses principaux alliés japonais et sud-coréens à faire davantage pour leur propre sécurité. Les Sud-Coréens semblent se préparer avec résignation à un changement de posture américaine, sachant que les deux alliés viennent de traverser un épisode de discussion compliqué sur la question récurrente du partage du coût de stationnement des troupes américaines en Corée du Sud. Washington a ainsi obtenu une augmentation substantielle de la contribution de Séoul qui est passée de 830 millions de dollars à 924 milliards ce qui correspond à une prise en charge par Séoul de 40 % du coût de stationnement des forces américaines¹⁵.

Un retrait ou à tout le moins une diminution marquée des troupes américaines déployées sur la péninsule aurait la capacité de modifier radicalement les équilibres stratégiques de l'Asie du Nord-Est. Toutefois, à défaut d'un Pentagone en perte d'influence depuis la démission et le non-remplacement du général Mattis, une certaine résistance du Congrès, qui conserve une vision assez traditionnelle du rôle des alliances en Asie, est attendue. Il reste que la revendication nord-coréenne de mettre fin au régime d'armistice et de signer un traité de paix pourrait avoir une incidence sur la présence et la nature des missions du commandement des forces américaines en Corée (USFK)¹⁶.

12. Jane Perlez, « [Is China undermining efforts to disarm North Korea ? Not yet analysts say](#) », *The New York Times*, 25 août 2018.

13. Par ailleurs, le tourisme chinois se développe à grande échelle depuis 2017. Le séjour type proposé au départ de Pékin est de deux à trois jours et permet de visiter les principaux sites et monuments de Pyongyang, la cité impériale de Kaesong et la zone frontière de Panmunjon. En 2018, 500 000 touristes chinois se sont rendus en Corée du Nord (entretien de l'auteur à Pyongyang, septembre 2018).

14. Mercy A. Kuo, « [China, Russia and US sanctions on North Korea](#) », *The Diplomat*, 13 novembre 2018.

15. Hyung-jin Kim, « [South Korea US signs cost sharing deal for American troops](#) », *Daily Journal*, 10 février 2019.

16. Duyeon Kim, « [Whats in a name? Korean "peace" and breaking the deadlock](#) », *Warontherocks*, 14 septembre 2018.

LES « OPTIONS » NORD-CORÉENNES

Dans son discours du Nouvel an 2019¹⁷, Kim Jong-un a fixé une feuille de route précise pour les futures relations américano-nord-coréennes tout en évoquant au besoin une « nouvelle voie » si les États-Unis maintenaient sanctions et pressions à l'égard du régime voire en cas de revirement de Donald Trump comme dans l'exemple de l'accord avec l'Iran. Le dirigeant nord-coréen a clairement affirmé que la Corée du Nord « ne produirait plus, ni ne testerait, n'utiliserait ou ne propagerait plus » ses armes nucléaires tout en demandant aux États-Unis des « mesures correspondantes »¹⁸. Parmi ses demandes figurent, sans surprise, la fin des exercices d'entraînement majeurs américano-sud-coréens, la mise en place d'un mécanisme de paix qui remplacerait le régime d'armistice et le retrait des sanctions.

La « protection » chinoise

Rompant avec les usages entre les deux pays, Kim Jong-un a attendu cinq années avant de se rendre en Chine tandis qu'il avançait son programme nucléaire et réalisait quatre essais. Ce n'est qu'à l'annonce du sommet de Singapour avec Donald Trump que le leader nord-coréen s'était décidé à se rendre pour la première fois en Chine. Depuis, il s'y est déplacé trois fois¹⁹. Il n'a pu que constater qu'en l'espace de deux ans, l'apparente entente sino-américaine sur la nécessité de maintenir les sanctions à l'encontre de son régime avait volé en éclats tandis que Washington déclarait une guerre commerciale à la Chine. Aujourd'hui, à ce stade de la détérioration des relations entre les États-Unis et la Chine, on peut se demander comment fonctionne le triangle Washington/Pyongyang/Pékin et qui est à même d'en retirer le maximum de bénéfice stratégique.

Cette recherche d'une protection chinoise montre assez que malgré sa méfiance envers un grand voisin envahissant dont il dépend fortement sur le plan économique, le régime de Pyongyang se sent vulnérable. Pour autant, les visites appuyées de Kim Jong-un à un allié longtemps mis de côté témoignent surtout d'un calcul politico-militaire qui vise à augmenter le coût des négociations à venir avec les États-Unis. Les tensions croissantes entre Washington et Pékin renforcent le poids de la Corée du Nord. Si le nationalisme nord-coréen s'accommode mal de la dépendance qui le lie au « protecteur » chinois, on peut aussi se demander si la Corée du Nord est capable de construire objectivement une relation mutuellement bénéfique avec un autre État. Jusqu'à présent, la diplomatie nord-coréenne a consisté à jouer les grandes puissances les unes contre les autres : la Chine contre les États-Unis, la Corée du Sud contre les États-Unis. Il semblerait que seule la réécriture d'un roman national avec la Corée du Sud et la définition d'un mode de réunification, fédération économique ou autre, serait à même de modifier durablement cette constante nord-coréenne.

Le rapprochement avec la Corée du Sud

Pour l'heure, Kim Jong-un apparaît en position de force car il dispose de plusieurs options face à Donald Trump. Il peut conserver ses armes nucléaires ou choisir de « geler » son programme à défaut de le démanteler. Il peut s'appuyer sur le soutien de la Chine et de la Russie, qui se sont déjà prononcées en faveur d'un allègement des sanctions. Enfin, il sait que le président sud-coréen est prêt à entamer une active collaboration économique²⁰. D'une certaine façon, accepter un second sommet américano-nord-coréen revient à légitimer les efforts de rapprochements inter-coréens entrepris par Moon Jae-in depuis la participation nord-coréenne au Jeux olympiques de Pyeongchang en février 2018. La reprise des relations entre les deux Corées a permis la réactivation d'engagements qui étaient déjà au cœur de la *Sunshine Policy*, ou politique d'ouverture au Nord du président progressiste Kim Dae-jung, entamée dans les années 2000 : échanges sportifs, réunion de familles séparées, assistance humanitaire, reconnexion des voies ferrées et coopération économique. Il s'y est ajouté un important volet militaire portant sur l'instauration

17. Jung H. Pak, « [In visiting China, Kim Jong-un makes good on New year's speech](#) », *Lawfare blog*, 9 janvier 2019.

18. Kim Jong-un 2019 New Year Address, [National Committee on North Korea](#), 1^{er} janvier 2019 ; Ruediger Franck, « [Kim Jong-un 2019 New year's address: drop-ping a strategic bombshell](#) », *38th North*, 2 janvier 2019.

19. La première visite officielle de Kim Jong-un à Pékin a eu lieu en mars 2018, une deuxième rencontre avec Xi Jinping s'est tenue à Dalian en mai 2018 puis une troisième et une quatrième à Pékin en juin 2018 puis en janvier 2019.

20. « [South Korea ready to resume interkorean cooperation to help denuclearisation](#) », Yonhap Press Agency, 20 février 2019.

de mesures de confiance dont le déminage de la zone démilitarisée (DMZ) qui sépare la péninsule en deux sur 248 kilomètres et le dialogue des militaires. Par ailleurs, un bureau de liaison intercoréen a été inauguré à Kaesong le 14 septembre 2018²¹.

UNE APPROCHE AMÉRICAINE DOMINÉE PAR L'EUPHORIE PRÉSIDENTIELLE

Six mois après leur premier sommet à Singapour, Donald Trump a accepté une nouvelle rencontre avec Kim Jong-un sans fixer de pré-condition.

La recherche d'un compromis

La perspective du sommet de Hanoï témoigne des progrès qui ont été accomplis au cours des derniers mois de 2018 mais aussi de la crainte des dirigeants américain et nord-coréen d'être accusés d'immobilisme. L'administration américaine avait ainsi multiplié les signaux positifs fin 2018. En décembre les États-Unis ont autorisé des ressortissants américains à se rendre en Corée du Nord dans un cadre humanitaire. Pour l'instant, aucune précision n'a été apportée sur les compromis nécessaires de part et d'autre pour que ce second sommet ait des résultats plus concrets que celui de Singapour. Le discours de Stephen Biegun devant l'université de Stanford le 31 janvier 2019 a cependant permis de préciser les attentes des uns et des autres²². L'émissaire américain pour la Corée du Nord, en poste depuis 5 mois, est notamment revenu sur le processus des négociations américano-nord-coréennes évoquant des « actions simultanées » et conduites en parallèle par les deux parties. Il a également développé le sujet de l'accès d'experts aux installations nucléaires et balistiques nord-coréennes ainsi que celui des mécanismes de surveillance à mettre en place sur ces sites.

Parmi les initiatives envisageables figurent des gestes comme l'ouverture d'un bureau de liaison américain à Pyongyang, voire une « déclaration » mettant fin formellement à l'état de guerre entre les deux pays²³, déjà évoquée avant le sommet de Singapour. Pyongyang pourrait de son côté s'engager formellement à ne pas développer plus d'armes et à démanteler la centrale de Yongbyon, comme Kim Jong-un avait annoncé qu'il était prêt à le faire en septembre 2018.

« The final, fully verified denuclearisation of North Korea »

L'inconnue principale reste la position de Washington sur la question qui a jusqu'à présent bloqué les négociations : la dénucléarisation unilatérale « complète, irréversible et vérifiable » de la Corée du Nord, perspective inacceptable pour Pyongyang. Toute avancée dans les pourparlers suppose des concessions américaines, sous une forme ou une autre, sur cette question. Comme l'illustrent ses multiples déclarations, Donald Trump est attaché à la perspective d'un accord avec Pyongyang qui conforterait sa stature, en dépit des controverses suscitées par son action. Il pourrait ainsi être prêt à faire des gestes significatifs en autorisant une levée partielle des sanctions quoique sous le contrôle du Congrès américain. Suivant cette logique, la dénucléarisation resterait un objectif final.

Depuis fin 2018, Washington a assoupli sa position sur un autre préalable à toute avancée dans les négociations qui est la fourniture nord-coréenne d'un inventaire de son arsenal nucléaire²⁴, sa localisation et la liste des sites de lancement des missiles. Pyongyang s'y est jusqu'à présent refusé mettant en avant l'impératif de sa sécurité. À ses yeux, dévoiler son arsenal et sa localisation reviendrait à se mettre à la merci d'une attaque préventive des États-Unis. En novembre, le vice-président Pence avait déclaré que Donald Trump ne faisait plus de la fourniture de cet inventaire une condition pour un deuxième sommet avec Kim Jong-un mais que la question figurerait à l'ordre du jour de la rencontre.

21. Marianne Péron-Doise, « Heurs et malheurs de la "Nordpolitik" du président sud-coréen Moon Jae-in », *Newsletter du Ceri Sciences Po*, décembre 2018.

22. Stephen Biegun, « [Remarks on DPRK at Stanford University](#) », US Department of State, 31 janvier 2019.

23. Les hostilités ont été suspendues en 1953 par un simple armistice signé par le commandement des forces des Nations unies représenté par le commandant en chef des forces américaines, un représentant de l'Armée populaire nord-coréenne et un représentant des volontaires chinois participant à la guerre aux côtés des Nord-Coréens, puisque la Chine a nié avoir envoyé des troupes régulières au conflit. Les deux Corées sont pour leur part toujours techniquement en guerre.

24. De 20 à 60 armes selon les estimations américaines. Cf. Report to Congress 2017, *op. cit.*

La déclaration de Panmunjom signée entre les deux Corées en avril 2018 fournissait déjà une indication concrète sur l'ouverture que la Corée du Nord est prête à concéder dans le domaine de la dénucléarisation²⁵. L'alinéa 4 du paragraphe 3 évoque l'engagement réciproque des deux Corées à œuvrer pour « une péninsule coréenne sans nucléaire à travers une dénucléarisation complète ».

Le secrétaire d'État Pompeo était revenu de sa visite à Pyongyang en octobre 2018 avec l'idée que le leadership nord-coréen pourrait autoriser la visite du site de Yongbyon en échange de « concessions ». C'est cette nouvelle réceptivité nord-coréenne qui a incité Stephen Biegun à développer des mesures potentielles que Washington pourrait envisager dans son discours à l'université de Stanford. Toutefois, l'administration américaine ne veut pas donner l'impression de quitter le cadre suivi jusqu'à présent « d'approche pas à pas et d'actions simultanées » en desserrant trop vite la pression sur le régime.

L'utilisation des relations économiques intercoréennes

Parmi les mesures incitatives envisagées par Washington, la reprise de certains projets économiques intercoréens figure en bonne place. Ces derniers, dont la réouverture du complexe industriel de Kaesong et de l'ensemble touristique du mont Kumgang, sont activement poussés par le président sud-coréen.

Les deux projets ont été par le passé une source de devises non négligeables pour le régime nord-coréen. Washington avait suscité des interrogations en autorisant la mise en place d'équipements nécessaires à la réalisation d'une cérémonie sur un projet de reconnexion ferroviaire entre les deux Corées en septembre 2018. Toutefois, l'autorisation n'était pas allée jusqu'à permettre les travaux de construction de crainte de paraître mettre le développement des relations intercoréennes en dehors du cadre des sanctions.

CONCLUSION

Historiquement, des liens forts entre Washington, Séoul et Tokyo et un minimum de consultation et de coordination politico-militaires ont toujours caractérisé la politique nord-coréenne des États-Unis. La personnalisation de la relation Kim/Trump observable depuis le sommet de Singapour ne laisse qu'une place marginale aux deux alliés historiques de Washington tant il apparaît que le président américain souhaite faire du règlement de la question nord-coréenne un succès dû à ses propres talents. Le président Moon Jae-in a cependant réussi à remettre Séoul au centre d'un jeu géopolitique complexe en se posant en « facilitateur » de dialogue entre Washington et la Corée du Nord. Le Japon, qui aimerait pouvoir régler la question des « enlevés japonais » par Pyongyang dans les années 1990, se sent particulièrement marginalisé²⁶. La proposition de visiter Pyongyang pour évoquer ce dossier par le Premier ministre Abe est restée sans réponse. La polémique qui a éclaté sur la proposition de prix Nobel au bénéfice de Donald Trump qui aurait été faite par Shinzo Abe montre assez l'espace diplomatique restreint de ce dernier. De son côté, devant le mélange de fermeté et d'ouverture affiché par l'administration républicaine, Kim Jong-un estime sans doute opportun de faire quelques concessions afin de pouvoir obtenir l'allègement des sanctions nécessaire à la mise en œuvre de ses réformes économiques. On notera que la poursuite du gel des tirs observé jusqu'à présent ou le démantèlement, déjà plusieurs fois mentionné, du site de Yongbyon ne lui coûterait pas grand-chose.

25. Texte intégral de la [Déclaration conjointe du sommet intercoréen de Panmunjon](#), Agence de presse Yonhap, 27 avril 2018.

26. Philippe Mesmer, « [Shinzo Abe propose Donald Trump pour le prix Nobel de la paix... à la demande de Donald Trump](#) », *Le Monde*, 19 février 2019.

Marianne PÉRON-DOISE est chercheuse Asie du Nord (péninsule coréenne, Japon), stratégie et sécurité maritimes à l'IRSEM. Ancien officier de marine, elle est diplômée de l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence et également titulaire d'un diplôme d'études approfondies d'histoire. Ses axes de recherche portent sur les thématiques de régionalisation et de multilatéralisme maritimes sur les principaux théâtres océaniques (Asie orientale, Pacifique, océan Indien, Corne de l'Afrique), les dynamiques stratégiques de la péninsule coréenne et la politique étrangère et de sécurité japonaise. Elle a occupé différents postes de responsabilité en relation avec les problèmes de sécurité en Asie-Pacifique au sein du ministère de la Défense, dont celui de chef du bureau « Asie Pacifique » à la délégation aux affaires stratégiques de 2007 à 2011. Elle était conseiller politique au sein du commandement maritime de l'OTAN à Northwood, Royaume-Uni, avant de rejoindre l'IRSEM.

Contact: marianne.peron-doise@irsem.fr